

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen

FRANCE

Les Gilets jaunes et la question démocratique

Vous aurez sans doute remarqué que nous sommes restés très silencieux-es sur la question du mouvement des Gilets jaunes qui secoue le pays depuis plusieurs semaines. C'est que nous avons du mal à nous en faire une idée. Et nos visites de ronds-points n'ont fait que confirmer la complexité de la composition de ce mouvement, différente d'un rond-point à l'autre, voire d'une heure à l'autre. Nous vous proposons cet article paru dans le périodique en ligne *Lundi matin* le 29 décembre 2018 pour nous et vous aider à vous en faire une idée.*

Le mouvement des Gilets jaunes ne cesse d'embarrasser le pouvoir, ses défenseurs et ses interprètes médiatiques privilégiés. Porté par des personnes entrées par effraction dans l'espace public, il met sur le devant de la scène des questions gênantes. Non pas qu'elles soient nouvelles, mais les gouvernants en ont perdu depuis longtemps les réponses. Ou plutôt, les institutions par lesquelles ils gouvernent se sont largement fondées sur le refoulement de ces questions, leur oubli. Hier, c'était la question de l'impôt, du juste prix des choses, des moyens de vivre décemment, de l'économie morale trahie avec fierté par le président de la République. Aujourd'hui, c'est cette vieille question de la démocratie qui revient: pourquoi, au fond, faudrait-il que ce soit toujours les mêmes qui décident, ces professionnels de la politique, à la langue de bois, aux jeux obscurs et au mépris du peuple affiché? Pour-

quoi donc le peuple ne pourrait-il pas faire ses affaires lui-même, de temps à autre, au moins pour les choses importantes? Refleurissent alors, à côté des revendications de justice économique, les propositions de justice politique: contre les privilèges des élues, pour un contrôle étroit par le peuple, et surtout pour le référendum d'initiative citoyenne (RIC).

Deux conceptions de la politique

Le référendum était l'une des multiples revendications du mouvement, c'est devenu en quelques jours son nouveau symbole, un aboutissement. Le samedi 15 décembre, alors que le mouvement est présenté comme s'essoufflant (il a bien plutôt été étouffé par une répression d'une ampleur inédite), un texte est lu devant la salle du Jeu de paume. Les initiateurs du mouvement demandent que soit inscrit dans la Constitution le référendum d'initiative citoyenne. La machine médiatique alors s'emballa, donnant lieu à un déferlement d'agoraphobie politique, cette peur d'un peuple supposé inconstant, incapable et dangereux, un des multiples avatars de

la haine de la démocratie. A croire que tout le monde a oublié que lors de la dernière campagne présidentielle, pas moins de six candidat-es sur onze avaient promis la création d'un tel référendum, sans que cela ne fasse scandale. Oui mais voilà: la démocratisation, lorsqu'elle est octroyée par les professionnel-les de la politique, est acceptable. Qu'elle devienne revendication populaire, et la voici séditeuse. Pire, ne voit-on pas un député, François Ruffin, attribuer cette proposition, pourtant portée par le chef de son groupe parlementaire, Jean-Luc Mélenchon, à un certain Étienne Chouard, petite célébrité d'Internet aux amitiés sulfureuses, y compris à l'extrême droite? D'une proposition anodine noyée au milieu des programmes, le RIC devient le signe du fascisme en marche.

Il ne s'agit pas là d'une simple inconstance des médias et des politicien-nes. Si le RIC s'est imposé si aisément et si le conflit autour de lui a pris des proportions si grandes, c'est que cette polémique touche à

quelque chose de fondamental. Elle est révélatrice d'un affrontement, présent de manière plus ou moins ouverte depuis le début du mouvement, mais qui a ses racines dans une histoire bien plus longue, entre deux conceptions de la politique. L'une, la politique partisane, est centrée sur la compétition électorale entre professionnel-les du champ politique pour accéder au pouvoir. Elle fonctionne par la production de visions du monde antagonistes (des idéologies), objectivées dans des programmes entre lesquels les citoyen-nes sont sommés de choisir, sous peine de se condamner à l'invisibilité politique. Cette conception partisane de la politique est en apparence hégémonique, ceux qui la refusent se trouvant rejetés aux marges de l'espace pu-

Comme vous l'avez sans doute remarqué, nous offrons régulièrement à nos lecteurs et nos lectrices des articles qui montrent une situation sous des éclairages différents, voire contradictoires. Nous choisissons de parier sur leur intelligence pour se faire leur propre opinion. Seuls les articles signés Forum Civique Européen sont l'écho d'une position commune à l'Association.

La Rédaction



Sans titre, photo Ute Muller

* Paru dans <lundimatin#171>. Compte tenu de l'évolution quotidienne de la situation, nous vous invitons, si vous voulez en savoir plus, à consulter régulièrement *Lundi matin* (où vous trouverez les références bibliographiques de cet article), ainsi que *Mediapart*. Vous pouvez bien sûr aussi taper *gilets jaunes* dans n'importe quel moteur de recherche!

blic. Elle est le sens commun, la manière naturalisée de penser la politique, de ceux et celles qui vivent de la politique partisane, les politicien·nes d'abord, mais aussi les salariées des partis, les journalistes politiques, les instituts de sondage, les chercheur·es en science politique dont l'auteur de ces lignes, tout un milieu social sinon homogène, en tout cas très peu représentatif, au sens statistique, de la population. Toutes ces personnes savent comment les institutions fonctionnent, qui est de quel parti et où ces partis se situent sur l'axe gauche-droite, bref ils maîtrisent les codes de la politique professionnelle. Et c'est à travers ces codes qu'ils interprètent toute la réalité politique, d'où leur obsession, depuis le début du mouvement, à le situer politiquement, c'est-à-dire à le faire entrer dans leurs schémas d'analyse issus de la politique professionnelle.

Mais le mouvement des Gilets jaunes, en particulier depuis que le RIC est devenu son cheval de bataille, a mis sur le devant de la scène une autre conception de la politique, que l'on peut qualifier de citoyenniste. Elle repose sur la revendication d'une déprofessionnalisation de la politique, au profit d'une participation directe des citoyen·nes, visant à faire régner l'opinion authentique du



Graffiti der störiche Gold Esel 2013

peuple, sans médiation. Le peuple, ici, est un peuple considéré comme uni, sans divisions partisanses, sans idéologies, une addition d'individus libres dont on va pouvoir recueillir la volonté par un dispositif simple, en leur posant une question, ou en tirant au sort parmi eux un certain nombre d'individus libres qui vont pouvoir délibérer en conscience. Il s'agit d'une politique du consensus, appuyée sur une conception essentiellement morale de la situation actuelle, avec d'un côté les citoyen·nes et leur bon sens, et de l'autre les élites déconnectées, souvent corrompues, surpayées et privilégiées. Et de même que l'on ne peut comprendre les Gilets jaunes avec les seuls outils d'analyse de la politique professionnelle (sont-ils de droite ou de gauche?), un.e citoyen·niste n'accorde guère d'importance aux engagements politiques partisans: qu'importe à Chouard que Soral soit d'extrême droite, puisqu'il se dit contre le système oligarchique et qu'il partage ses vidéos? Qu'importe aux Gilets jaunes que la «quenelle» soit un signe de ralliement antisémite si ça peut signifier l'opposition au système? Bien sûr, les militant·es d'extrême droite qui participent au mouvement savent très bien ce qu'ils et elles font et politisent leur action dans un sens partisan; mais ce n'est pas nécessairement le cas des Gilets jaunes qui observent ces actions et peuvent tout simplement ne pas y voir de problème. La conception citoyenniste de la politique, par son refus principal des schémas de la politique partisane, n'est pas seulement ouverte à la «récupération», terme clé de

la politique des partis: elle cherche à être reprise, diffusée, réappropriée, par qui que ce soit. En cela, elle est bien plus ouverte que la politique partisane, elle n'a pas de coût d'entrée, pas de langage spécifique à manier, pas de jeu à saisir – elle est, disons le mot, éminemment démocratique.

La démocratie contre l'oligarchie

C'est cette question que le pouvoir n'arrive même pas à entendre: le mouvement des Gilets jaunes puise sa force dans la revendication démocratique. Alors que la politique professionnelle s'appuie sur la monopolisation du pouvoir par un petit groupe, une oligarchie, la politique citoyenniste entend, par le référendum, donner le pouvoir à n'importe qui, c'est-à-dire à tout le monde à égalité. C'est le sens qu'avaient les termes démocratie et aristocratie en Grèce antique, et qu'ils ont gardé jusqu'au XVIIIe siècle: la démocratie, c'est le règne du peuple agissant directement, ou bien par des citoyens tirés au sort; l'élection, quant à elle, est la procédure aristocratique par excellence, elle donne le pouvoir à une élite. Or le triomphe du gouvernement représentatif et de ses institutions, en premier lieu l'élection, s'est fait sur le refoulement de cette possibilité politique, sur l'oubli de ce que la démocratie pouvait vouloir dire, oubli renforcé par la récupération, pour qualifier le gouvernement représentatif, du vocabulaire de la démocratie. La politique démocratique s'est trouvée ainsi escamotée au profit d'une forme aristocratique de gouvernement, rebaptisée progressivement «démocratie re-

présentative». C'est pour cela qu'en temps normal, cette conception citoyenniste de la politique, refoulée, est peu audible – mais elle n'a jamais entièrement disparu. L'aspiration démocratique refait régulièrement surface, en 1848, en 1871, en 1936, en 1968, en 2018, chaque fois qu'a lieu un mouvement de contestation générale des gouvernants et de leur jeu, au nom du peuple. Et chaque fois, les cadres d'analyse manquent aux professionnel·les pour comprendre ce qui a lieu, eux qui vivent par et pour le refoulement de ces aspirations démocratiques. Le mouvement

des Gilets jaunes donne donc à voir une possibilité claire: déprofessionnaliser la politique, aller vers un règne des citoyen·nes, au nom de l'idéal qui forme désormais le sens commun du plus grand nombre, la démocratie.

Face à ce mouvement citoyenniste, qui ira défendre la vieille politique, celle des partis et des élu·es? A part ceux qui sont payés pour, gageons qu'il y aura peu de monde. C'est que la politique partisane se trouve déjà fortement affaiblie, et ce de longue date. D'abord, le conflit partisan s'est émoussé: vu du dehors du monde des professionnel·les, il n'y a plus, depuis longtemps, de différence significative entre la droite et la gauche, qu'il s'agisse de l'origine sociale des candidat·es ou de la nature des politiques menées. Partout, avec quelques nuances indéchiffrables pour le plus grand nombre, on trouve la même marchandisation des services publics, les mêmes manœuvres de séduction adressées aux capitalistes pour attirer leurs précieux investissements, le même zèle à limiter les libertés publiques, surarmer les forces de l'ordre, enfermer les pauvres et expulser les étranger·es. A cette neutralisation du conflit politique s'ajoute le dépérissement des partis comme moyens d'inclusion de la masse des citoyen·nes dans la politique partisane: le nombre d'adhérent·es des partis ne cesse de chuter, comme celui des syndicats ou de tous les outils habituels (comme la presse militante) de socialisation à la politique partisane. Dans ces conditions, qu'est-ce qui pourrait s'opposer à la démonétisation de cet-

Archipel

Mensuel bilingue (F/D)
édité par le
Forum Civique Européen

Janvier 2019 - No 277
Prix du N°: 4 euros/7FrS
Abonnement annuel: 40 euros/60FrS
Commission paritaire N° AS 75136
ISSN 1247-8490
Directrices de Publication:
Joëlle Meunier, Constanze Warta
Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich

Forum Civique Européen
Association loi de 1901
www.forumcivique.org

France:
St Hippolyte, F-04300 Limans
Tél.: 33 (0)4 92 73 05 98
fce_archipel@orange.fr

Suisse:
Boîte Postale 1848 CH-4001 Bâle
Tél.: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Autriche:
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/ •elezna Kapla
Tél.: 43 (0)42 38/87 05
austria@civic-forum.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél.: 49 (0) 39959 23881
ulenkru@t-online.de

Ukraine:
vul. Borkanyuka 95
UA-90440 Nijné Sélichthché, Zakarpatia
ua@forumcivique.org

te conception de la politique? Les tenants mêmes du pouvoir, les professionnelles de la politique, semblent ne plus croire aux possibilités de l'action politique, et répètent avec diverses modulations qu'il n'y a pas d'alternative au néolibéralisme. Pourquoi alors défendre leur jeu, si de leur propre aveu, il n'a plus d'enjeu? Cette perte de sens de la politique partisane a permis à un simple conseiller économique, un technicien ignorant des usages de la politique partisane, Emmanuel Macron, de devenir ministre puis président, en répétant à l'en-
vi transcender les clivages et en refusant de s'appuyer sur les partis existants – il préfère en créer un, portant ses initiales, un artifice marketing bouffon qui aurait dû immédiatement lui enlever tout crédit si le système partisan avait gardé un tant soit peu de sens de sa dignité. Comment Emmanuel Macron pourrait-il, lui qui s'enorgueillissait hier d'avoir mis à genoux l'ancien système, le vieux monde, en appeler aujourd'hui à la mobilisation pour sauver ce même système et ses affrontements désormais vides de sens? D'où son silence, la position impossible dans laquelle il est, et l'usage disproportionné de la répression face à un mouvement qui lui doit tant et qui, par bien des aspects, en est comme le reflet inversé.

Citoyennisme et néolibéralisme

Car c'est bien là qu'est le problème: la politique citoyenniste puise sa force dans le mécontentement justifié vis-à-vis de la politique partisane et dans une longue histoire de l'aspiration démocratique, mais aussi dans la montée en puissance des cadres de pensée du gouvernement des expertes, de tous ceux qui veulent remplacer la politique (*politics*) par une série de mesures techniques (*politics*), néolibéraux en tête. Le mouvement des Gilets jaunes s'oppose aux technocrates, mais il en reprend largement la conception péjorative de la politique partisane et la manière de penser l'action publique. Le citoyenisme est le pendant démocratique du macronisme qui nous disent tous les deux qu'il faut en finir avec les idéologies: l'un comme l'autre réduisent la politique à une suite de problèmes à résoudre, de questions auxquelles répondre. Certes, il n'est pas équivalent de dire que ces questions doivent être résolues par des experts ou par les citoyens; avec le référendum, le citoyenisme propose bien une démocratisation, mais c'est la démocratisation d'une conception de la politique

qu'il partage avec les néolibéraux. Le monde des citoyenistes est un monde homogène, peuplé d'individus qui ressemblent à s'y méprendre à ceux des économistes néoclassiques: on les imagine aller lors des référendums exprimer leurs préférences politiques comme les économistes imaginent les consommateurs aller sur le marché exprimer leurs préférences, sans considération pour les rapports de pouvoir dans lesquels ils sont pris, les antagonismes sociaux qui les façonnent.

Mais comme chez les économistes, cette représentation de la citoyenneté est un mythe – agissant mais trompeur, agissant parce que trompeur. L'image du peuple décidant par référendum ou par le biais de délégués tirés au sort vient recouvrir l'aspect irréductiblement conflictuel de la politique, sa possibilité guerrière. Il n'y a rien ici de nouveau: l'historienne Nicole Loraux a déjà montré comment ce type de discours, dans l'Athènes démocratique, glorifiant l'unanimité du peuple et le caractère réglé de ses institutions, venait masquer l'autre aspect de la politique démocratique, le conflit (*statis*), faisant toujours courir le risque de la guerre civile et devant par là être oublié, refoulé. Loin d'être une anomalie de la démocratie, le conflit en était une possibilité toujours présente, et s'il apparaissait, il était obligatoire pour les citoyens de choisir un parti – l'abstention, signe de passivité et d'indifférence, valait retrait de ses droits politiques. En voulant se débarrasser des partis, au sens des organisations en compétition pour le pouvoir, le citoyenisme met aussi à mal la possibilité d'expression des divisions au sein de la cité. Or l'antagonisme politique, le conflit, est aussi nécessaire à la démocratie, même authentique et déprofessionnalisée, que ne l'est l'inclusion directe de toutes les citoyen-nes.

Il s'agit alors de sauver ce qui, dans la politique partisane, est nécessaire à la démocratie, et que la politique citoyenniste oublie: son organisation durable de la division du corps politique. Cette division est nécessaire car sans elle, les antagonismes qui traversent la société ne trouvent pas d'expression, de mise en visibilité. Il est significatif que le mouvement des Gilets jaunes, dans ses revendications, ne donne rien à voir de ces antagonismes, qu'il s'agisse des rapports de genre, de race, ou même de classe, la question de la production des inégalités et du rapport salarial étant absente, au profit de revendications consensuelles d'économie morale. Il met en lumière, de la manière la plus crue, l'inanité du système

partisan, et dénonce avec raison la dépossession politique que le gouvernement représentatif institue. Mais la voie qu'ouvrent les citoyenistes qui se sont engouffrés dans la brèche, Chouard en tête, en se concentrant sur le RIC, est profondément ambiguë. Certes, ils proposent une démocratisation reposant sur la déprofessionnalisation de la politique, vieille aspiration populaire qui n'a cessé d'animer les résistances au gouvernement représentatif et à la monopolisation du pouvoir par une caste. En ce sens, on peut reconnaître et appuyer les innovations que le mouvement propose. Mais cette démocratisation, telle qu'elle est ébauchée dans la pratique et les revendications du mouvement des Gilets jaunes, est une démocratisation du consensus: elle met en jeu le peuple contre les gouvernants, au risque de l'oubli complet d'une autre figure démocratique, celle du peuple contre lui-même. Et au risque de faire le jeu du néolibéralisme, dont les citoyenistes partagent le refus des idéologies et de la politique partisane.

Face à cette opposition entre une conception partisane professionnalisée et une conception citoyenniste consensuelle de la politique, une autre voie existe, même si les moyens de l'arpenter restent incertains. Il s'agit de chercher à déprofessionnaliser la politique sans en éliminer le caractère conflictuel, c'est-à-dire de démocratiser le dissensus. C'est ce qu'ont essayé de faire, en 1848, les défenseurs de la République démocratique et sociale: faire entrer les masses en politique, non pour les faire voter sur telle ou telle mesu-

re, mais pour réaliser une politique de classe, le socialisme, dans l'intérêt des prolétaires et contre la bourgeoisie. Il s'agissait alors de donner une visibilité aux clivages sociaux, et non de les dissimuler derrière tel dispositif participatif, aussi démocratique fût-il. Aujourd'hui, loin d'avoir disparu, les antagonismes sociaux se sont pluralisés, ce qui constitue à la fois une ressource et un défi pour une politique émancipatrice. Les vieilles solutions socialistes, centrées sur la question de classe, participaient déjà en 1848 à l'invisibilisation de la question des femmes et de celle de la race, alors même que les voix existaient pour les mettre sur le devant de la scène. La nouvelle politique émancipatrice qu'ils reste à inventer devrait s'appuyer sur la visibilité de l'ensemble des rapports de domination, sans hiérarchisation et en restant ouvert et réactif aux nouveaux antagonismes qui ne manqueront de se faire jour. En l'état, le mouvement des Gilets jaunes, ancré dans une conception citoyenniste de la politique, ne semble pas prendre la voie d'une visibilité de ces antagonismes, tout en ouvrant de nouvelles possibilités démocratiques. Le renouvellement d'une politique de l'émancipation devra alors penser à la fois avec et contre ce mouvement, pour la démocratie contre l'oligarchie, mais aussi pour l'expression du conflit contre le consensus – qu'il soit technocratique ou citoyen.

Samuel Hayat*

* Politologue, chargé de recherche au CNRS, auteur, entre autres, de *Quand la République était révolutionnaire. Citoyenneté et représentation en 1848*, paru aux Éditions du Seuil en 2014.

QUESTIONS D'HIER ET DE DEMAIN

Mai 68, quelques repères historiques

Le texte qui suit ne constitue pas une énième analyse de Mai 1968 et de ses conséquences. Il n'est pas non plus le fait d'un·e historien·ne. Son seul mérite serait de mettre (ou remettre) en mémoire la trame, non exhaustive évidemment, des «événements», assortie des traits qui nous ont paru importants. Nous avons dû faire des choix... Cette dernière partie traite plus particulièrement du retour à l'ordre.

Dans les villes, fascistes, militants des Comités de Défense de la République et du Service d'Action Civique¹ multiplient les agressions. Les services de Sé-

curité Militaire, Renseignements Généraux et Direction de la Surveillance du Territoire ne chôment pas... Chez les gardes mobiles et les Compagnies Républi-

caines de Sécurité, les critiques au gouvernement concernent sa «mollesse» face aux manifestant-es...

La face «versailleuse» de l'ordre bourgeois

Il convient de préciser que dès le 11 mai, Messmer, Ministre des Armées a décidé, sur ordre du Premier Ministre, de mettre en alerte des unités de l'armée. Cette même armée qui se prêtera au rôle de «briseuse de grève» en assurant le contrôle aérien et les transports dits «prioritaires» (courrier et personnes) ainsi que les services de voirie, les transports en commun, le contrôle douanier et même l'inhumation des morts. La garde des émetteurs de l'ORTF échoit également à l'armée en appui à la gendarmerie. Le 30 mai, des chars convergent vers Paris ainsi que des automitrailleuses; des troupes sont mobilisées autour de Paris (à l'ouest de Versailles et à Satory où furent enfermés tant de Communistes, dont Louise Michel – et où tant furent fusillés –, tout un symbole...).

Un pacte avec l'extrême droite

Un fort courant d'extrême droite existe chez les sous-officiers et chez certains officiers supérieurs; des contacts sont pris avec des civils nostalgiques de l'Algérie française et de l'OAS² et des membres des divers corps de police et gendarmerie. Des groupes de combat sont formés à Paris, Marseille, Grenoble et Lyon. Ils sont prêts pour un coup d'Etat militaire entre le 24 et le 27 mai. Le risque de guerre civile n'est alors pas négligeable... Le gouvernement s'en inquiète ainsi que les gaullistes modérés. Ils réussiront à désamorcer la situation et à isoler les tendances d'extrême droite. Il a été promis à l'extrême droite une accélération des mesures de grâce et d'amnistie au bénéfice des militants de l'OAS à condition qu'elle intègre avec ses «troupes» le CNAC (comité national d'action civique) gaulliste ou les CDR.

Alain Delale et Gilles Ragache évoquent le livre de Patrice Chérouff: «B. comme Barbouzes»³ dans lequel il est fait mention qu'à compter du 23 mai et jusqu'à la mi-juin, d'anciens sous-officiers parachutistes donnent des «cours accélérés de guérilla urbaine» à des cadres du SAC, que d'anciens légionnaires sont sollicités pour intégrer, moyennant finance, des milices et «groupes civiques». Parallèlement, des groupes de combat se tiennent prêts dans plusieurs villes de province; ils disposent de stocks d'armes, d'émetteurs-récepteurs, de véhicules, planqués dans des endroits

isolés, achetés il y a longtemps (on retrouvera même, en Isère, dans une ferme, des cellules prévues pour l'incarcération et l'interrogatoire d'éventuels prisonniers politiques...).

On devait apprendre en 1974 (*Libération*, *Le Canard Enchaîné* et *Le Nouvel Observateur*), que la Direction de la Surveillance du Territoire aurait fourni aux responsables du SAC des listes (52 400 personnes dans 41 villes) de militant-es de gauche, d'extrême gauche, de syndicalistes et de révolutionnaires (parfois de simples abonnés à des revues critiques) qui devaient être arrêtés par des commandos et transportés dans des véhicules réquisitionnés puis parqués dans des stades. Alain Delale et Gilles Ragache, toujours eux, rappellent opportunément que cette «opération» était du même ordre que la rafle des Juifs, enfermés au vélodrome d'hiver parisien (vél. d'hiv.) par la police française en 1942 pour le compte des nazis; mais également celle réalisée par le «régime des colonels» en Grèce, au stade olympique d'Athènes, en 1967 ainsi que les «regroupements» meurtriers dans les stades chiliens, au moment du coup d'Etat fasciste de Pinochet, en 1973. Ce projet, régulièrement repoussé, sera annulé par Foccart le 29 mai.

Une «normalisation» difficile...

Alors que les grévistes qui «paralyseraient le pays» ont rejeté les «accords de Grenelle», le 31 mai tous les partis politiques ont accepté de participer aux prochaines élections législatives annoncées par De Gaulle. Les syndicats ayant abandonné l'idée de nouvelles négociations nationales, réclament l'ouverture de négociations de branches. Le gouvernement exige, quant à lui, un arrêt immédiat de la grève dans les services publics: énergie, transports, communications en priorité. Les flics vont intervenir dans ces secteurs dans toutes les grandes villes pour virer les occupant-es, débloquent les entrées, protègent le travail éventuel des jaunes... Malgré les habituelles «consignes de modération syndicales» des heurts ont lieu à Dijon, Nancy, Metz, Rennes. Chez les agriculteurs, à partir du 31 mai éclatent des mouvements très durs, le système capitaliste fondé sur le seul profit est parfois mis en cause. A partir du 4 juin, la baisse des revenus agricoles, les difficultés, voire l'impossibilité de vendre la production, entraînent des réactions violentes, y compris parfois contre les grévistes ouvriers. On verra des tonnes de fruits et légumes déversés sur les routes et

BIBLIOGRAPHIE

Voici quelques ouvrages dont nous vous recommandons la lecture (certains sont épuisés depuis longtemps, d'autres ont été réédités à de nombreuses reprises):

- *La société du spectacle* de Guy Debord – paru le 14 novembre 1967 chez Buchet/Chastel.
- *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* de Raoul Vaneigem – paru en 1967 chez Gallimard.
- *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* de René Viénet – paru aux éditions Gallimard en 1968.
- *Le livre noir des journées de Mai*, ouvrage publié au cours des «événements» par l'UNEF et le SNESup réunissant des témoignages et dépositions sur la répression policière des 10 premières journées de manifs recueillis par une commission de témoignages et un comité de secours aux victimes – éditions Seuil mai 1968.
- *Internationale Situationniste 1958-1969* – éditions Champ Libre, 1975.
- *Nanterre 1965-66-67-68 vers le Mouvement du 22 Mars* de Jean-Pierre Duteuil – éditions Acratie, 1988.
- *L'Enragé*, collection complète des 12 numéros introuvables (Mai – Novembre 1968) republiés en 1978 – éditions Jean-Jacques Pauvert
- *La France de 68* d'Alain Delale et Gilles Ragache – éditions Seuil, 1978.
- *Les orgasmes de l'histoire, 3000 ans d'insurrections spontanées* d'Yves Frémion et Volny – éditions L'Atelier du Possible, 1980.
- CD-Rom sur Mai 68 de la CNT
- *Mai 68 par eux-mêmes*, textes de témoignages et réflexions recueillis par «Chroniques syndicales» et «Femmes Libres» sur Radio Libertaire, et par le groupe Pierre Besnard de la Fédération Anarchiste – éditions de Monde Libertaire, octobre 2006.

Et *last but not least*, vous pouvez retrouver ce texte sous forme de brochure mise en page, ainsi que plein d'autres bonnes lectures sur <<https://infokiosques.net>>, des brochures à lire, imprimer, propager.

nombre de réactions de désespoir de petits producteurs agricoles...

Le monde agricole utilise les mêmes méthodes de lutte que les grévistes et révolutionnaires, c'est-à-dire l'action directe avec blocages, attaque des bâtiments publics, barrages routiers, ...

La Bretagne et le Sud-Ouest mais également les Pyrénées Orientales et le Roussillon seront le théâtre des actions les plus radicales. Les accrochages dureront quasiment jusqu'à la mi-juillet.

Tentés au début du mouvement par une alliance forte avec les mouvements étudiant et ouvrier, les agriculteurs refusèrent dans leur majorité que telle expérience se prolonge. Certains, simplement, ne purent (isolement, positions minoritaires) aller au bout de leurs convictions.

Les directions nationales de la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) et du MODEF (Mouvement de Défense de l'Exploitation Familiale) furent fortement contestées et, souvent, à cause de leur «réformisme». Cependant, les militants paysans les plus proches des courants révolutionnaires (on les appela les «minoritaires socialistes») devaient se regrouper dans l'été 1968 et fonder ultérieurement le groupe très actif des «Paysans-Travailleurs».

Officiellement, les «événements» de Mai dans le monde paysan firent trois morts dont deux agriculteurs.

La reprise du travail va se révéler difficile. Il nous est impossible ici de détailler les multiples évé-

nements conduisant au processus de «normalisation» que le pouvoir et ses divers alliés eurent du mal à mener à son terme.

A partir du 6 juin, la reprise du travail eut lieu dans les secteurs de l'assurance et de la banque.

La CGT, en particulier, fit son possible pour briser la grève. Ce fut le cas à la SNCF où la reprise eut lieu le 6 juin, mais également aux P&T (Postes et Télécommunications) et à la RATP (Régie Autonome des Transports Parisiens): votes falsifiés, fausses infos en faisant croire dans tel endroit que dans les autres centres de l'entreprise la grève avait cessé... A France-Inter, sur intervention des CRS, ce même jour, les techniciens seront remplacés par des militaires...

1. Le SAC: créé en 1958, c'est une police politique parallèle non officielle assurant le service d'ordre gaulliste et la protection des «personnalités». Ses membres sont armés et ont une carte rappelant étrangement celle des policiers officiels; ces attributs leur permettent de commettre exactions et abus de pouvoir en se faisant passer pour d'authentiques flics. Le triste Foccart dirige en sous-main cette organisation plus que trouble... En 1968 elle compte 12 000 personnes qui n'ont qu'une idée «liquider les rouges»; ses chefs créèrent les CDR en Mai 68, plus «présentables», qui comptent, quant à eux, 45 000 personnes en juin 1968 et qui appelleront à constituer des «comités de vigilance»

2. OAS: L'Organisation de l'armée secrète, ou Organisation armée secrète, surtout connue par le sigle OAS, est une organisation politico-militaire clandestine française, créée le 11 février 1961 pour la défense de la présence française en Algérie par tous les moyens, y compris le terrorisme à grande échelle.

3. Dossier B. comme Barbouzes, Une France parallèle, celle des basses-œuvres du pouvoir, Editions Alain Moreau, Paris, 1975.



graffiti dans la rue, novembre 2018

Chez les enseignants, le moins que l'on puisse dire est que la reprise des cours n'alla pas de soi; deux éléments importants: dans le secondaire, le refus de nombreux syndicalistes de casser la grève lycéenne et chez les instituteurs-trices un désaveu par beaucoup de la direction du SNI (Syndicat National des Instituteurs (syndicat majoritaire appartenant à la FEN), accusée de «laisser des secteurs de la classe ouvrière se battre seuls, alors que nos revendications fondamentales communes n'ont pas été satisfaites...») (cité par A. Delale et G. Ragache). Ce n'est que le 14 juin que les instituteurs-trices reprendront le travail.

C'est encore le 6 juin qu'à Renault-Flins, les CRS expulsent les ouvriers grévistes de l'usine. Ces derniers font appel à la solidarité et des milliers de révolutionnaires veulent se rendre à Flins. 3 000 en seront empêchés par les cégétistes qui refusent que des trains soient mis à la disposition des manifestants, gare Saint-Lazare. Ils empêchent également, dans la nuit du 9 au 10 juin, la délégation ouvrière de Flins d'entrer dans l'usine de Billancourt pour demander de l'aide... Auparavant, cette délégation s'était adressée aux étudiants en grève dans les facultés parisiennes et plusieurs étudiants étaient alors partis pour Flins. Le 6 juin, donc, 2 000 ouvriers et «solidaires» ayant pu rejoindre Flins (quelques centaines de personnes) affrontent 4 000 CRS et gardes mobiles. Les jours suivants, on assiste dans la cam-

pagne environnante à une traque organisée d'une rare violence, des «séditieux» (jeeps, hélicoptères, grenades, ...).

Le 10 juin, dans l'après-midi, Gilles Tautin, lycéen de 17 ans, militant de l'Union des Jeunes Communistes Marxistes-Léninistes, se noie en voulant échapper aux flics (qui matraquent ceux qui veulent remonter sur les berges de la Seine). Les flics évacuent les lieux le lendemain devant les menaces de lynchage.

Le 11 juin les ouvriers de Flins révoltés interdisent aux pontes syndicaux CGT et CFDT de pénétrer dans les ateliers. Ceux-ci ayant alors recommandé l'évacuation de l'usine (!), la direction dépassera leurs espérances en décrétant le lock-out.

Le même jour, des affrontements longs et extrêmement violents entre ouvriers et CRS se déroulent à Sochaux, aux usines Peugeot, à la suite de la grève avec réoccupation des ateliers. Les affrontements dépassent largement le périmètre des usines. Les CRS font usage de pistolets-mitrailleurs; une quinzaine d'ouvriers sont touchés. Deux ouvriers sont tués. La bataille fait rage toute la journée. Les CRS quittent la ville dans la soirée, harcelés par les ouvriers et une partie de la population. Des locaux de Peugeot sont saccagés (les syndicats dans la nuit instaureront des «tours de garde» pour les protéger...). Peugeot-Sochaux sera fermée pendant dix jours.

A Nantes et Saint-Nazaire, l'insurrection fera rage, également (Sud-Aviation et les Chantiers de

l'Atlantique).

Tandis que la CGT interdit à ses militants toute manifestation, on assiste du 7 au 13 juin à des combats de rue (rappelant la «guérilla urbaine») contre la police (qui, elle, va utiliser une tactique de quadrillage-ratissage qui avait fait ses preuves durant la guerre d'Algérie) dans plusieurs villes françaises. Sont attaqués permanences gaullistes et commissariats; très souvent les panneaux électoraux sont brûlés... Bien des cartes syndicales seront aussi déchirées par des militants de base écœurés et l'on vit des ouvrier-ères «retourner au chagrin» en pleurant...

Le 12 juin, après avoir réuni le conseil des ministres, le gouvernement interdit toutes les manifestations de rue pendant la campagne électorale et dissout sept organisations d'extrême gauche ainsi que le «Mouvement du 22 Mars». La «gôche» proteste pour la forme, l'UNEF et la CFDT au niveau national acceptent d'obéir; il n'en sera pas de même localement (manifestations le soir même à Toulouse, Marseille, Strasbourg, Poitiers, Bordeaux).

Toujours le 12 juin, l'Odéon est évacué par surprise, tandis que reprennent les «négociations» chez Renault (les ateliers redémarrent le 18 juin dans la désunion syndicale et une atmosphère de rancœur évidente contre les responsables CGT qui ont incité à la reprise; d'ailleurs, seule la CGT participera au «défilé de la victoire»).

Dans le même temps, le gouvernement, reconnaissant envers l'extrême droite et fidèle, probablement, à des engagements occultes, libère

ou amnistie les derniers condamnés de l'OAS dont Salan, l'un des généraux putschistes d'Alger, son comparse Jouhaud avait déjà été libéré le 27 décembre 1967.

Le 16 juin, à la suite d'une provocation policière (agression armée), la Sorbonne est évacuée à son tour; il y eut quelques affrontements violents dans le quartier qui ne se prolongèrent pas... Le comité d'occupation de la Sorbonne qui s'était «bureaucratisé», regroupant des militants d'extrême gauche, de tendances diverses et rivales, dont certains en mal de pouvoir, avait fait expulser le 12 juin, dans un souci de «reconnaissance» et de «respectabilité», le groupe dit des «Katangais» – jeunes en errance dont certains anciens mercenaires et déserteurs – qui avait pris de l'importance dans ce milieu désormais autoritaire; ils seront arrêtés par la police.

Les grévistes qui dans les facs et les usines seront qualifiés de «jusqu'au-boutistes» tiendront encore plusieurs jours, voire semaines; il y aura encore des séquestrations de patrons et de cadres, des heurts violents.

Le 16 juillet, les ardoisiers de Fumay dans les Ardennes, ainsi que les ouvriers d'une cartonnerie bordelaise, seront les derniers grévistes de Mai 68.

Officiellement, on recensa 19 morts et 1798 blessés hospitalisés. Les élections législatives donnèrent une majorité écrasante au parti gaulliste, l'UDR, (majorité absolue à l'assemblée le 30 Juin). L'écœurement d'un grand nombre d'ouvriers les poussera à ne pas participer à la mascarade électorale... Et tandis que la guerre du Vietnam se poursuit, que les étudiant-es mexicain-es révoltés sont massacrés par l'armée juste avant l'ouverture des Jeux Olympiques (300 morts à Mexico), les chars russes (et ceux des autres armées du «pacte de Varsovie») écrasent le «Printemps de Prague» en Tchécoslovaquie, dans le sang et les larmes de désespoir...

Le «Mai français» eut un retentissement mondial et l'on put observer des mouvements s'en réclamant et lui ressemblant en Italie, en Espagne, en RFA, en Belgique, en Suisse, en Angleterre, en Grèce, en Suède mais aussi aux Etats-Unis, en Turquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie, en Chine, au Japon, en Inde, en Indonésie, en Thaïlande, au Brésil, à Saint-Domingue, en Uruguay, au Venezuela, en Argentine, au Chili, au Congo-Kinshasa, au Sénégal, en Algérie, au Maroc, en Tunisie, en Mauritanie...

Collectif Libertaire
Marius Jacob

Choisir le courage

«Paul Grüninger a décidé que ses valeurs éthiques étaient plus importantes que son devoir de commandant de police. Il a placé son humanité au-dessus de sa carrière, de son statut social ou de sa santé personnelle. Paul Grüninger a choisi le courage moral, plutôt que l'inertie, l'égoïsme et le confort. Son exemple demeure une source d'inspiration extraordinaire aujourd'hui, alors que le monde assiste quotidiennement à l'oppression et à la guerre, aux atrocités massives et aux violations des droits de l'humain. Ceux qui osent désobéir face au crime et à l'injustice sauvent l'humanité.»

Voilà comment s'exprimait l'ancien conseiller fédéral helvétique Johann Schneider Amman le 30 octobre 2017 dans un discours en l'honneur de Paul Grüninger, commandant de police St-Gallois qui a fourni des faux papiers à des centaines de réfugiés juifs. Les nazis fuyaient le nazisme à la fin des années trente.

«Son exemple demeure une source d'inspiration extraordinaire aujourd'hui». C'est vrai, en particulier pour celles et ceux qui se solidarisent avec les personnes migrantes, quitte à enfreindre la loi quand celle-ci leur interdit de porter assistance à une personne en danger. Mais les autorités, si prompts à s'acheter une conscience en honorant les héros du passé, considèrent les solidaires d'aujourd'hui comme des criminels. L'histoire d'Anni Lanz, ancienne secrétaire générale de Solidarité Sans Frontières âgée de 72 ans, nous le prouve.

Tout commence en avril 2017, lorsqu'un homme afghan, appelons-le Tom, se réfugie en Suisse

auprès de sa sœur et de son beau-frère après avoir fui les talibans. Son père, resté en Afghanistan, est tué en représailles. Après son arrivée en Suisse, Tom apprendra que sa femme et son enfant ont également été assassinés. Le choc est terrible. Selon plusieurs rapports médicaux, Tom souffre d'un sévère syndrome de stress post-traumatique. Il est admis à quatre reprises dans une clinique psychiatrique et fait plusieurs tentatives de suicide. Malgré son état de santé alarmant, le Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) décide de le renvoyer en Italie au nom du règlement Dublin. Anni Lanz, qui effectue régulièrement des visites à la prison de renvoi bâloise de Bässlergut le rencontre en février 2018. Quelques jours plus tard, Tom est renvoyé à Milan où, expulsé d'un centre d'asile, il se retrouve à la rue. Il passe plusieurs nuits dehors, sans veste ni manteau, avant de réussir à gagner Domodossola d'où il parvient à contacter ses proches.

Lorsqu'elle entend parler de la situation dans laquelle se trouve

Tom, Anni décide de se rendre à Domodossola pour l'aider. Il est à la rue et vit de l'aumône que lui accordent quelques passantes. Anni essaie d'abord de trouver une solution pour lui en Italie mais il est impossible de lui trouver une chambre ou une place dans un hôpital car Tom n'a pas de papiers. Et la situation est urgente car son état physique et psychique est inquiétant. Anni dé-

cide donc de le ramener en Suisse, auprès de sa famille. A la frontière, illes sont contrôlés. Tom est renvoyé en Italie. Par la suite, il disparaîtra. Anni, quant à elle, écope d'une amende de 300 francs assortie de 30 jours-amende à 50 francs pour aide à l'entrée illégale. Elle décide de faire recours pour s'opposer à la criminalisation de la solidarité et surtout pour dénoncer le renvoi de Tom et les renvois Dublin en général.

Lors du procès qui a eu lieu le 6 décembre à Brigue dans le Valais, Anni Lanz a révélé que le secrétaire général du département de Justice et Police de Bâle campagne s'était récemment excusé auprès d'elle et lui a dit que cette expulsion n'aurait pas dû avoir lieu. Pourtant, les nombreux arguments qui plaident en faveur de l'acquittement – impossibilité d'aider Tom en Italie, honorabilité des motifs d'Anni,... – n'ont pas suffi à convaincre le juge. Dans son jugement rendu le 10 décembre par écrit, il a confirmé la condamnation mais réduit la peine à une amende de 800 francs, soit 1000 francs de moins que l'amende initiale.

Cette histoire fait écho à d'autres affaires de personnes solidaires traînées devant la «justice» et traitées comme des criminelles. Celle de Cédric Herrou qui

s'est récemment achevée par un succès, puisque la Cour de cassation française a annulé sa condamnation de quatre mois de prison avec sursis pour avoir aidé des requérants d'asile dans la vallée de la Roya. Mais celle aussi des 3+4 de Briançon, dont le verdict est tombé jeudi 13 décembre: 6 mois de prison avec sursis pour 5 d'entre eux, 12 mois de prison dont 4 fermes pour les deux autres. Dans un contexte de crise sociale qui menace d'ébranler les privilèges d'une minorité d'ultra-riches, le pouvoir au service des 1% tente par tous les moyens de détourner l'attention des gens en attisant le racisme et en criminalisant les personnes migrantes et leurs soutiens.

En Suisse, la Conseillère nationale Lisa Mazzone a déposé une initiative parlementaire demandant que l'article 116 de la Loi sur les étrangers – qui condamne «*qui-conque facilite l'entrée, la sortie ou le séjour illégal d'un étranger*» – soit modifié de sorte que celles ou ceux qui prêtent assistance ne soient pas punissables si leurs motifs sont honorables. Les parlementaires auront prochainement une occasion d'honorer réellement la mémoire de Paul Grüninger.

Amanda Ioset
Secrétaire générale de
Solidarité sans frontières

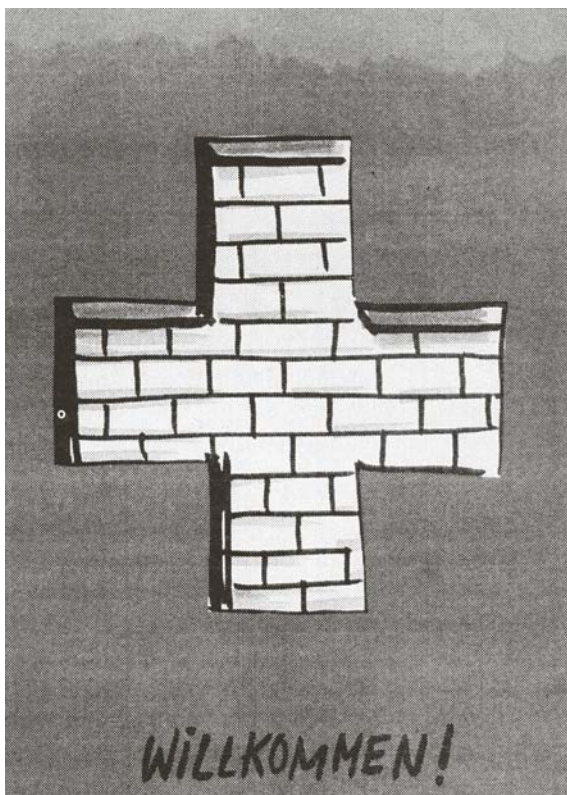
MIGRATIONS / MAROC

Entre répression et autonomisation

Les 1 et 2 décembre derniers, la première conférence de l'Association des Réfugiés et Communautés Migrantes a eu lieu à Rabat, la capitale marocaine. L'ARCOM est actuellement considérée comme le groupe probablement le plus dynamique et le plus fort du spectre des associations de migrants auto-organisées au Maroc. L'ARCOM a été fondée en 2005 par un groupe de réfugiés de la République Démocratique du Congo, dont Emmanuel Mbolela, auteur et activiste politique.

Le groupe peut d'ores et déjà se prévaloir d'une multitude d'actions. Qu'il s'agisse de protestations contre les expulsions vers la région frontalière algéro-marocaine, la résistance contre les violences policières, l'engagement contre l'externalisation du régime frontalier de l'Union européenne et contre la passivité du HCR¹, des campagnes pour l'accès aux soins et pour la régularisation des sans-papiers. Le travail de l'ARCOM a apporté une aide concrète dans de

nombreux cas et souvent sauvé des vies. En outre, l'ARCOM a fait entendre avec vigueur dans l'espace public la «voix des sans-voix», c'est-à-dire de ceux qu'on a rendus clandestins, tant au Maroc qu'en Europe. Le groupe fait partie du réseau Afrique Europe Interact² (AEI) et travaille étroitement avec le Forum Civique Européen. En 2014, l'ARCOM a fondé un centre d'accueil pour femmes migrantes subsahariennes, créant ainsi pour la première fois dans



Bienvenue, B. Pries, 1987

l'histoire du Maroc un lieu où les femmes migrantes touchées par la violence sont en sécurité.

De nombreuses embûches

Cependant, en 13 ans d'existence, l'ARCOM n'avait jamais réussi à organiser une conférence indépendante. Ceci n'était pas dû au manque de capacité organisationnelle du groupe qui compte aujourd'hui dix membres permanents, dont la plupart travaillent sur une base bénévole. C'est le climat politique au Maroc qui a toujours rendu l'auto-organisation des réfugiés extrêmement difficile. La tenue de la conférence de début décembre a d'ailleurs été incertaine jusqu'à la toute dernière minute. L'ARCOM, qui avait loué une grande salle dans le quartier de Hay Nada, a dû se plier à des exigences officielles élevées, imposées de manière inattendue à la veille du début de la conférence par les autorités. En outre, plusieurs personnes se sont tout simplement vu interdire la participation active à la conférence. Dans le viseur se trouvaient principalement des organisations de la société civile marocaine, dont le groupe de défense des droits humains GADEM³, qui avait publié quelques mois auparavant un rapport détaillé et critique sur les expulsions de migrant-es par la police marocaine. Pour toutes ces raisons, le matin même du premier jour de la conférence, on ne savait toujours pas si l'événement allait avoir lieu. Quand finalement la conférence a malgré tout pu commencer avec beaucoup de retard, le soulagement fut grand de voir plus de quatre cent participants arriver - pour la plupart des migrant-es d'Afrique subsaharienne. Selon l'avis de plusieurs membres de l'ARCOM, le nombre élevé de participants était dû en partie au fait qu'il y a beaucoup de colère et de frustration dans les communautés migrantes: il est de plus en plus difficile de franchir les barrières frontalières autour de Ceuta et Melilla, et au Maroc, les arrestations et les déportations vers le sud du pays sont de nouveau à l'ordre du jour depuis l'été. Les migrant-es se trouvent donc bloqués-es.

La «Voix aux Migrant-es»

Compte tenu de ces circonstances, le titre de la conférence n'aurait pas pu être mieux choisi: «La Voix aux Migrant-es» - c'est-à-dire que les personnes concernées pouvaient parler pour elles-mêmes.

Alassane Dicko de l'AME (l'Association des Déportés du Mali), a animé cette rencontre de deux jours. L'objectif déclaré de la conférence était de renforcer les

liens transnationaux entre les mouvements sociaux et d'établir de nouvelles coordinations. L'objectif était de créer des ponts entre l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, le Maghreb et l'Europe.

Des militant-es de Watch the Med AlarmPhone de Tanger, dans le nord du pays, étaient également présent-es. Fondé il y a cinq ans, Watch the Med AlarmPhone est un réseau qui soutient le sauvetage en Méditerranée. Une ligne d'assistance téléphonique ouverte 24 heures sur 24 reçoit les appels des victimes de naufrages et transmet les informations et la localisation du bateau aux services de sauvetage en mer des pays responsables. Le travail d'AlarmPhone est d'une importance capitale compte tenu de la criminalisation accrue des organisations d'aide privées en Méditerranée. Par ailleurs, des militants d'AEI qui ont aidé récemment à la création de l'AlarmPhone Sahara ont également participé à la rencontre. Tout comme Watch the Med, AlarmPhone Sahara veut organiser une structure fiable et stable pour le sauvetage d'urgence des réfugiés - selon les estimations, au moins autant de personnes meurent en traversant le Sahara qu'en traversant la Méditerranée.

Les contributions des femmes migrantes ont occupé une place particulièrement centrale dans la conférence de Rabat. Beaucoup d'entre elles vivent actuellement dans le refuge pour femmes de l'ARCOM.

Présence forte des femmes et des enfants

La structure d'hébergement pour femmes comprend maintenant cinq appartements loués, dont la plupart sont situés dans le quartier Hay Nada, où la conférence a eu lieu. Une cinquantaine de femmes vivent actuellement dans les structures du refuge, la plupart d'entre elles venant de Côte d'Ivoire, de Guinée, de la République Démocratique du Congo, du Mali ou du Bénin - beaucoup d'entre elles ont de jeunes enfants. Les causes de la migration sont diverses: les femmes de la RDC ou de Côte d'Ivoire fuient les effets des guerres. De nombreuses femmes ont fait état de violences patriarcales, en particulier de mariages forcés. Beaucoup ont parlé du fait que leurs expériences de violence ne se sont pas terminées avec leur fuite. Au Maroc, elles sont également exposées à la violence sexuelle. Les agressions dans la région frontalière maroco-algérienne sont très fréquentes. La violence est le plus souvent perpétrée par la police des frontières et l'armée, mais parfois aussi par les migrants qui les accompagnent.

Toutefois, le programme de la conférence ne se composait pas uniquement de tables rondes et de discours: un groupe de migrant-es a présenté des spectacles de «slam», c'est-à-dire des présentations de textes poétiques déclamés. Une vingtaine d'enfants et de jeunes de l'environnement de l'ARCOM ont joué une pièce de théâtre impressionnante, dont le message voulait promouvoir la coexistence pacifique et solidaire entre enfants et adolescents marocains et ceux en situation d'immigration. Les cours de théâtre de l'ARCOM n'impliquent pas seulement les enfants de réfugiés, mais aussi ceux des familles marocaines, ce qui est un succès dans ce contexte.

Le soir, un groupe congolais a proposé de la musique live, représentant de nombreux titres, de Bob Marley à la célèbre et très vénérée «Rumba congolaise».

De nombreux projets

Pour les mouvements sociaux et les structures qui soutiennent le travail de l'ARCOM des deux côtés de la Méditerranée, les projets suivants sont à l'ordre du jour: tout d'abord, l'ARCOM envisage la création d'un centre social pour migrant-es, éventuellement avec une activité de restauration, et si possible à proximité des cinq appartements du foyer pour femmes. Pour cela, il sera nécessaire de trouver un soutien financier en Europe. Deuxièmement, il est important de renforcer les structures de l'AlarmPhone méditerranéen et de l'AlarmPhone Sahara. Le plus grand nombre possible de migrant-es doit être informé de la possibilité de compter sur des secours, dans le désert ou en haute mer, en cas d'urgence. Dans l'importante ville de transit de Rabat, l'ARCOM peut être un relais important. Troisièmement, la critique de l'externalisation du régime frontalier de l'UE doit être intensifiée. Il sera ici particulièrement important de créer les alliances transnationales mentionnées ci-dessus, du Mali et du Niger aux pays du Maghreb et à l'Europe, car l'Union européenne accroît toujours davantage la pression sur les pays du Maghreb et du Sahel. Les fonds à l'origine destinés à la coopération et au développement sont utilisés de manière non dissimulée pour lutter contre la migration. Quatrièmement, nous devrions élargir la distribution du livre du fondateur de l'ARCOM, Emmanuel Mbolela. Il y parle de la résistance contre le régime de Joseph Kabila en RDC, de son évasion, de ses activités au Maroc et de la fondation de l'ARCOM jusqu'aux travaux d'Afrique Europe Interact. Le li-

vre est un outil important dans la construction de la solidarité politique et est utilisé entre autres dans d'innombrables présentations dans des écoles. Il sert également pour collecter des fonds pour le centre d'accueil pour femmes de Rabat. Après la publication du livre en allemand en 2014, le Forum Civique Européen a publié une version française en 2017 et réalisé la traduction pour une version italienne cette année. Des traductions en espagnol et en néerlandais sont disponibles et nous sommes à la recherche d'éditeurs. L'édition anglaise sera publiée par Farrar, Straus & Giroux à New York à l'automne 2019. Cinquièmement, il s'agit de mettre en place une pression commune et de persuader l'Etat marocain d'ouvrir une nouvelle campagne de régularisation. Après qu'il a été possible, sous certaines conditions, en 2014 et 2016, puis 2017, pour des personnes illégalisées d'obtenir des titres de séjour, il serait grand temps de rouvrir cette option. Cela constituerait une protection importante contre la violence arbitraire de la part de la police et, surtout, ouvrirait des possibilités d'emploi.

Enfin et surtout, le travail politique conjoint devrait s'attaquer au pillage des ressources dans les pays d'origine des personnes en situation de migration. Ce n'est pas pour rien que le réseau Afrique Europe Interact s'est mobilisé pour défendre non seulement le droit de partir, mais aussi le droit de rester, c'est-à-dire le droit de vivre là où on a grandi dans de bonnes et dignes conditions. Cette demande a été clairement exprimée dans plusieurs discours lors de la conférence: Emmanuel Mbolela a souligné une fois de plus dans le discours d'ouverture de la conférence que le coltan du Congo peut voyager librement, ainsi que l'or du Mali, le cacao de la Côte d'Ivoire ou le pétrole du Nigeria - mais les gens par contre sont privés de la liberté de voyager. L'Europe prétend, dit-il, qu'il n'est pas possible d'accueillir toute la misère du monde - mais il semble que depuis des siècles l'Europe ait pu absorber les richesses du monde entier.

A l'écoute de la conférence, c'est cela qui doit changer radicalement!

Alexander Behr
Membre du FCE Autriche

1. Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés

2. Afrique Europe Interact est un petit réseau constitué depuis 2010, organisé au niveau transnational, auquel participent des activistes de base dont de nombreux réfugié-es, migrant-es et expulsé-es organisé-es de façon autonome.

3. Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étranger-es et migrant-es, basé au Maroc

Nouvelles arrestations de maraudeurs solidaires¹

Jeudi 13 décembre dernier dans la nuit, trois personnes ont été arrêtées par la police à Briançon alors qu'elles portaient secours à des exilé·es par une température de -15 degrés. Parmi les cinq personnes qu'elles secouraient, quatre étaient des mineurs voyageant seuls dont deux auraient été pris en charge au Refuge solidaire. Deux des maraudeur·euses ont été convoqué·es en audition libre vendredi 14 décembre. La troisième personne est convoquée mercredi 19 décembre.

Un peu plus tôt dans la journée, les «7 de Briançon» avaient été condamné·es par le tribunal de Gap à de lourdes peines. Ce jugement a soulevé l'indignation des militant·es et organisations qui œuvrent pour défendre les droits des personnes exilées. Toutes dénoncent les poursuites contre les personnes solidaires accusées de «délit de solidarité».

Malgré ces condamnations et face à la situation d'urgence en montagne, les maraudeur·euses du Briançonnais ont annoncé qu'elles continueraient à venir au secours des personnes exilées à leur arrivée sur le territoire en leur apportant thé, nourriture, chaussures, vêtements chauds dans le village de Montgenèvre².

Depuis, de nombreuses per-

sonnes se sont perdues en montagne et ont pu être secourues par des maraudeur·euses solidaires, alors que les conditions climatiques dans le Briançonnais sont extrêmes. Les personnes arrivent souvent transies de froid, en hypothermie, avec parfois des gelures et des blessures.

En cette Journée in-



Arroyo Eduardo, Grand pas du Saint-Bernard, 1965

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande N° à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse

Nom:

Adresse:

Pays:

Profession/Organisation:

Tel.: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: Forum Civique Européen, PC 40-8523-5

ternationale des migrants où de nombreuses mobilisations sont prévues partout en France, nous rappelons à nouveau que les maraudes permettent de sauver des vies mises en danger par des politiques migratoires répressives et meurtrières pour des exilé·es. Par ailleurs, et à l'image de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme dans

sa recommandation n°12, nous réitérons notre appel à mettre fin définitivement à la criminalisation des solidaires.

1. Maraude que l'on peut désormais suivre sur https://twitter.com/nos_pas.

2. Alerte publiée dans Bastamag <www.bastamag.net>, sous le titre *Des personnes interpellées par la police pour avoir secouru des exilés*. Vous y trouverez également la liste des signataires.

Les «7 de Briançon» condamnés

Le jugement du procès contre les «7 de Briançon»* a été prononcé le 13 décembre au Tribunal de Gap (Hautes-Alpes). Les activistes accusé·es (deux Suisses, une Italienne, trois Français et une Française) avaient participé en avril 2018 à une manifestation antifasciste à la frontière franco-italienne et – selon l'accusation – en auraient profité pour faire entrer en France des migrant·es illégaux. Même si les preuves étaient bien minces, la juge a suivi le procureur sur tous les points et a condamné les prévenu·es pour «aide au franchissement illégal de frontière d'étrangers» aux peines prévues par la loi: pour cinq des prévenu·es, 6 mois de prison chacun·e avec sursis et pour les activistes français Mathieu Burellier et Jean-Luc Jalmain, 12 mois de prison dont 8 avec sursis et 4 mois fermes pour «rébellion» contre les forces de l'ordre.

En outre, Mathieu Burellier doit payer une amende de 5000 euros de réparations aux policiers qui ont tenté de l'arrêter. Alors que plusieurs témoins affirment que Mathieu, sans défense, a été maltraité par la police, le tribunal a donné raison aux policiers selon lesquels l'accusé avait un comportement agressif. Après l'énoncé du jugement, les condamné·es, les avocat·es et environ 200 personnes solidaires ont laissé éclater leur déception, leur incompréhension et leur colère. «L'Etat et la justice ont opté pour la mort», ont déclaré les condamné·es qui font régulièrement des tournées dans les Alpes pour sauver les migrant·es. Récemment trois personnes sont mortes. Elles ont rappelé que la manifestation à laquelle elles ont participé était une réaction à l'action impunie d'un mouvement identitaire d'extrême-droite qui voulait chasser les migrant·es d'un col à la frontière franco-italienne: «Nous ne laisserons pas nos montagnes devenir brunes!» En même temps ils déclarent qu'elles vont de toute façon continuer et appellent de plus en plus de solidaires à les rejoindre pour participer aux actions de sauvetage. Tous les condamné·es font appel de la décision de justice.

Michael Rössler
membre du FCE

* Voir Archipel n° 276/décembre 2018

COMMUNIQUE DU FCE

Le Roundup face à ses juges

Journaliste d'investigation tenace et réalisatrice de documentaires, Marie-Monique Robin a obtenu pour son livre *Le Roundup face à ses juges** le Prix littéraire des Droits de l'Homme, une distinction qui encourage depuis 1984 les publications engagées pour les droits humains. La distinction a été remise à Marie-Monique Robin des mains de Nicolas Hulot, ancien ministre de la Transition écologique et solidaire le vendredi 14 décembre à l'Assemblée nationale. Après *Le Monde selon Monsanto* publié en 2008 et dénonçant déjà les ravages du Roundup, l'herbicide phare de Monsanto, elle revient à la charge contre cette multinationale. Son livre montre que, face à l'impuissance ou l'absence de volonté des agences et des gouvernements pour mettre fin à un des plus grands scandales sanitaires et environnementaux de l'histoire moderne, c'est à la société civile mondiale de se mobiliser: en octobre 2016, s'est tenu à La Haye le Tribunal international Monsanto, où juges et victimes ont instruit le procès du Roundup. Marie-Monique Robin était alors marraine du tribunal et en fait le fil conducteur de son livre, qui démontre la dangerosité du glyphosate, principal ingrédient du Roundup, cancérigène et perturbateur endocrinien, qui rend malade et tue sols, végétaux, animaux et humains.

Nous sommes heureux que cette récompense hautement méritée ait été décernée à celle qui dénonce depuis tant d'années les dérives de notre système et qui – nous en sommes convaincu·es – ne cessera pas de le faire!

* *Le Roundup face à ses juges*, Marie-Monique Robin, Editions La Découverte, 10/2017, 288 pages. Il existe aussi un film de la même auteur portant le même nom et co-édité par Arte Editions.